

FLN : AMAR SAÏDANI, AFFIRMATIF :**«Bouteflika sera notre prochain président»**

Amar Saïdani poursuit son offensive. Hier samedi, il a réuni les mouhafedh du Front de libération nationale au siège du parti à Hydra. Une rencontre à laquelle ont répondu tous les mouhafedh à une seule exception, ce qui conforte le néo-secrétaire général du parti à une semaine de la tenue de la session extraordinaire du Comité central.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Cette rencontre n'aura finalement été qu'une simple formalité. N'ayant duré qu'un peu plus d'une heure, elle sera sanctionnée par un communiqué préalablement ficelé et qui sera entériné par les participants sans la moindre résistance. «Nous avons parlé avec les responsables des mouhafadhas de la prochaine réunion avec les élus, des prochaines élections présidentielles, de notre candidat ainsi que du programme de la campagne électorale.» On ne peut être plus

direct ! Saïdani a, selon des sources internes au parti, lors de rencontre à huis clos, réitéré ses dernières déclarations qui avaient soulevé une grosse polémique ces derniers jours, et fait lire, à la fin des travaux, un communiqué qu'endosseront les présents à l'unanimité. On y lit, sans la moindre surprise, que «les mohafedhs du parti tiennent à exprimer leur soutien total et absolu au secrétaire général, le frère Amar Saïdani (...)». Mais le plus important est laissé vers la fin. «Le parti du FLN demeure



Amar Saïdani.

re attaché au programme de son excellence le président de la République, Abdelaziz Bouteflika,

convaincu par la grandeur de cet homme qui a pu, grâce à sa sagesse et à ses compétences, marquer de son empreinte tous les domaines, tant économique, social que culturel.» Ce qui, poursuit le communiqué, «fera que le paysage de l'Etat algérien se métamorphose de fond en comble pour faire de l'Algérie une destination privilégiée pour les puissances mondiales qui la sollicitent pour consultation et pour bénéficier de son expérience dans les différents domaines».

Puis, le «clou» du communiqué. «Pour tout cela, nous exprimons notre soutien à monsieur Abdelaziz Bouteflika que nous exhortons de se représenter pour un quatrième mandat pour poursuivre son œuvre et réaliser davantage de développement pour notre pays. De même

que nous l'exhortons de présenter la révision de la Constitution dans les plus brefs délais.» Dans une brève intervention à la clôture de cette réunion, Amar Saïdani ira plus loin que le communiqué, rédigé ailleurs bien sûr, et lancera crûment : «Nous espérons que la prochaine élection présidentielle sera une véritable fête pour la démocratie.» Toutefois, il efface cette profession de bonne foi immédiatement après lorsqu'il ajoutera : «Abdelaziz Bouteflika sera notre prochain président.» Trop brutal ? Non, si l'on rappelle comment et par qui Amar Saïdani avait été imposé au FLN, contre vents et marées. En fait, l'homme ne fait que «son travail». Accomplir la mission dont il a été chargé par Bouteflika.

K. A.

PRÉSIDENTIELLES 2014**Comité de soutien à la candidature d'Ali Benflis est né à Bouira...**

Finallement, ce qui se susurrail ici et là dans la wilaya de Bouira au sujet d'un comité de soutien à la candidature d'Ali Benflis à la future élection présidentielle de 2014, s'est confirmé ce samedi.

Ils étaient hier près de deux cent personnes en conclave à l'hôtel Sofy pour annoncer officiellement la naissance de ce fameux comité de soutien et par là même, lancer un appel solennel au «frère Maître Ali Benflis» à se porter candidat aux prochaines élections présidentielles 2014.

Dans la salle, on pouvait remarquer plusieurs figures connues sur la scène politique locale, dont entre autres, l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports sous le gouvernement... d'Ali Benflis, Mohamed Allalou, des ex-députés comme Boualem Mehnaoui, Fedhala Abdelkader et Dalila Saoudi, l'ex-sénateur Bouguerra Abdelkader, mais aussi, des représentants des enfants de chouchada, de moudjahidine, des élus actuels du FLN et des centaines de jeunes venus d'horizons divers, des médecins, des avocats, des commerçants, des industriels, des étudiants, etc.

Dans la déclaration finale ayant sanctionné cette rencontre, les représentants de ce comité de soutien ont souligné les raisons qui les ont amené à opter pour maître Ali Benflis. Selon eux, c'est après une large consultation au cours de laquelle ont été évoquées la situation du pays et la conjoncture qu'il traverse, lesquelles, situation et conjoncture exigent un homme en mesure d'unifier

les rangs des Algériens et de répondre à leurs aspirations, que ces représentants ont été convaincus que cet homme est Ali Benflis. Signalons qu'avant de lire cette déclaration, la parole a été donnée aux représentants de ce comité dont l'ex-ministre Mohamed Allalou qui avait parlé de l'ex-chef de gouvernement qu'il avait eu l'honneur de côtoyer en tant que ministre de la Jeunesse et des Sports. Mohamed Allalou a évoqué à l'assistance les qualités humaines et les compétences avérées d'Ali Benflis dont le parcours depuis sa première fonction en tant que juge jusqu'à son dernier poste de chef de gouvernement en passant par celui du ministre de la Justice et S/G du FLN. Chaque intervenant a rappelé les qualités de cet homme dont l'inté-

grité morale et la compétence ne sont plus à démontrer. Ajoutés à cela, son appartenance à une famille révolutionnaire, son combat pour les droits de l'Homme en Algérie, étant l'un des fondateurs de la Ligue des droits de l'Homme, sa lutte contre toute forme de népotisme et de clientélisme, son combat pour l'égalité des chances, le mérite et l'émergence des compétences, son combat pour la séparation des pouvoirs en Algérie et pour une justice indépendante. Tous ces engagements font d'Ali Benflis l'homme de la situation, l'homme qui arrimera l'Algérie au train de la modernité et qui pourra faire face à tous les défis auxquels est confrontée l'Algérie sur les plans, local, régional, continental et international.

Y. Y.



Ali Benflis.

Photo : NewPress

... À Sétif...

Dans la matinée d'hier, un groupe d'une trentaine de personnes parmi lesquelles des cadres, des intellectuels, des travailleurs, des artisans, des commerçants, des chômeurs, s'est réuni dans une salle privée, à Sétif-Ville pour mettre en place un comité politique de soutien à l'ancien chef du gouvernement, Ali Benflis, en vue de l'accompagner dans ses démarches pour officialiser sa candidature à la prochaine présidentielle d'avril 2014. Ce groupe lance un appel à celui qui fut secrétaire général du plus vieux parti, ministre de la Justice et Premier ministre pour briguer la plus haute magistrature du pays exprimant de cette manière sa totale considération sur cet homme imperturbable à servir le peuple et sa propension à privilégier le pardon, le débat et la démocratie et à mobiliser le mouvement associatif. Tout ceci par fidélité à son parcours militant qui s'inscrit dans son combat naturel pour une justice sociale bâtie sur la stabilité politique et la prospérité économique. À cette occasion, un communiqué a été rendu public, dans lequel les participants lancent un appel solennel à M. Ali Benflis, pour qu'il se présente à la prochaine échéance électorale, tout en lui assurant un soutien indéfectible.

I. S.

... Et à Tarf !

C'est au cours d'une réunion tenue hier, dans un cabinet d'avocats sis dans la commune de Bouteldja, que des militants et d'anciens cadres du FLN ainsi que des représentants d'associations diverses ont appelé dans un communiqué Ali Benflis à se porter candidat aux élections présidentielles d'avril 2014.

Les signataires estiment qu'Ali Benflis, «doté d'un savoir scientifique, d'une expérience politique inestimable et d'une grande connaissance des attentes de la population, est l'homme du consensus national qui a l'envergure et la capacité de sortir le pays de l'anarchie, du sous-développement et de l'actuelle gestion chaotique du pays».

Les présents sont convaincus que «compte tenu d'une conjoncture internationale délicate et fragile avec en filigrane les turbulences que connaissent les pays limitrophes, Ali Benflis est l'homme de la situation».

Reste que les personnes présentes à ce conclave n'ont pas procédé à l'installation d'une coordination.

Daoud Allam

FAWZI REBAÏNE :**«Sellal se prend pour Dieu !»**

Pour le président d'AHD 54, Fawzi Rebaïne, le Premier ministre fait dans la prophétie en affirmant qu'Abdelaziz Bouteflika, sera pour la quatrième fois président de la République. «Sellal se prend pour Dieu !», a-t-il martelé.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les propos tenus par Abdelmalek Sellal, ce mercredi, à Adrar, soutenant que «Bouteflika restera», tout en évoquant «les projets du Président à inscrire dans le prochain quinquennat », ne semblent pas du goût de Fawzi Rebaïne. La réplique du président d'Ahd 54, hier samedi, à l'occasion d'une conférence de presse, ne souffre d'aucune ambiguïté : «Il faudrait d'abord qu'ils arrivent sains et saufs aux échéances présidentielles et on verra après pour le reste». Le conférencier, visiblement offusqué, ne s'arrête pas là, et force sur le verbe : «Je pense

que le Premier ministre se prend pour Dieu en prédisant l'avenir». De plus en plus offensif, Fawzi Rebaïne hausse le ton et s'en prend vertement à Abdelaziz Bouteflika : «La vraie question qui se pose aujourd'hui, est de savoir si un président de la République peut conduire une nation à partir d'un fauteuil roulant».

Toujours dans le même chapitre, le patron d'AHD 54 n'a pas caché ses doutes quant à la raison qui fait courir Abdelmalek Sellal, dans les différentes wilayas du pays. «Ils se sont bizarrement rappelés qu'il y a en Algérie une société civile et une jeunesse pour aller à sa rencontre. Il se trouve que nous avons vécu le même scénario en 2004, lorsque Yazid Zerhouni, alors ministre de l'Intérieur, sillonnait le pays pour amadouer les populations locales et leur promettre des projets à coût de milliards qui n'ont d'ailleurs jamais vu le jour. Assez de mensonges», a-t-il lancé.

«Le pouvoir crie au loup pour se maintenir»

Si le président d'Ahd 54, a formellement condamné l'atteinte au drapeau algérien perpétré par les marocains, il n'a pas non plus manqué de remettre en question le gouvernement algérien qui à ses yeux, «recourt au nationalisme du peuple algérien lorsqu'il y a seulement menace émanant de l'étranger». C'est ce qui d'ailleurs le poussera à dire : «Nous voulons être nationalistes tous les jours et pas seulement lorsque le pouvoir est dans l'embarras... Le peuple est aussi nationaliste lorsqu'il décide de sa destinée et réclame ses libertés individuelles». Mais à tout cela, Fawzi Rebaïne trouve une seule explication : «Le gouvernement utilise la main de l'étranger pour stopper les revendications démocratiques et sociales». Et de conclure : «Il est à se demander si le danger émane des revendications citoyennes ou du pouvoir en place depuis 50 ans».

M. M.

ABDELMADJID**MENASRA :****«Un candidat unique des islamistes nuit à leur cause»**

Plaidant le parachèvement de l'indépendance intégrale du pays, Abdelmadjid Menasra estime qu'après plus d'un demi-siècle du recouvrement de la souveraineté nationale, le pouvoir algérien n'est pas prêt d'atteindre le giron des régimes démocratiques et demeure otage des pratiques de la pensée unique.

Le président du Front pour le changement, qui a animé hier un meeting au centre culturel Abdelhamid Benbadis à Constantine considère que l'ouverture promise après les événements d'octobre 1988 n'aura été, un quart de siècle après, qu'un leurre eu égard aux restrictions qui plombent encore le champ des libertés et un simulacre de démocratie, «boîteuse» celle-là depuis 1962, au mépris de l'esprit même de la déclaration du 1er novembre 1954. Les échecs tous azimuts qui freinent le développement sont autant d'alibis aux aspirations de changement pacifique tel que préconisé par l'orateur. Le mal de la corruption n'est pas en reste, car selon lui, «un tiers des enveloppes allouées aux différents projets sectoriels part dans les méandres de la corruption». Et d'ironiser que parfois l'on a tendance à privilégier la préservation des avoirs de l'Etat dans des caisses pleines que d'inscrire des opérations d'utilité publique qui renflouent également les poches des corrompus dans un pays «manifestement assez riche mais où la pauvreté et le chômage atteignent des pics incroyables».

Un discours modéré qui rompt avec la virulence habituelle d'un Menasra, qui a néanmoins tenté de mettre l'accent sur la nécessité du travail et du déploiement sur le terrain pour imposer le changement, non sans le préalable de concorde et d'entente entre tous les acteurs de la scène politique, notamment en prévision des prochaines élections présidentielles. Pour cela, le scénario idéal, selon Menasra, serait d'accompagner des personnalités consensuels vers une compétition électorale saine sans immixtions de l'administration tant celle-ci ne jouit d'aucune crédibilité. Et d'entente entre acteurs politiques, Menasra n'exclut pas le pouvoir en place bien que sa position contre un quatrième mandat pour l'actuel locataire du palais d'El Mouradia soit tranchée. Un président auquel il reproche la stagnation de la situation, voire le recul sur les plans social, économique et politique après la promesse des réformes qui ont accouché en fin de compte d'un faux Parlement et d'Assemblées locales incompétentes. Aussi dénoncera-t-il l'hypocrisie politique qui sème la discorde à la veille d'un rendez-vous crucial que nous voulons de communion et d'accord». Les partis du courant islamiste d'où il est issu, ne seraient pas prêts de pactiser pour une alliance et un candidat unique en prévision des présidentielles de 2014, pense Menasra. Une option qu'il récuse car «cela participerait à desservir et même à nuire au courant islamiste», enchaîne-t-il

K. G.